



Revue spécialisée dans le domaine de la forêt et du bois

Economie forestière suisse (EFS)

MARCHE DU BOIS

TRANSFORMATION DU BOIS

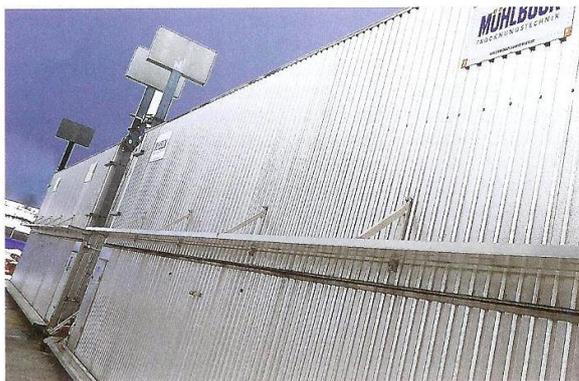
Coup de pouce de la France à ses scieries

Comme partout en Europe, les scieries françaises font face à une concurrence mondiale agressive, exacerbée par la crise. Un outil de travail hautement productif est une réponse aux défis de la globalisation des marchés. Outre-Jura, l'Etat a créé un fonds d'aide à la modernisation des scieries.

Texte et photos Berard Rérat*

Les scieurs français ne veulent pas mourir. La mondialisation croissante des flux des produits et une conjoncture très défavorable depuis 2008 menacent l'existence de leurs entreprises. Sur les marchés internationaux, la compétition est féroce, l'obligation de résultats impitoyable. Mais, selon que l'on soit du sud ou du nord, les règles du jeu économique, social et environnemental ne sont pas les mêmes pour tous.

Les professionnels européens du bois stigmatisent de plus en plus une concurrence qu'ils jugent déloyale. «En Indonésie, le coût de sciage n'atteint pas 10 euros/m³; il dépasse les 50 euros/m³ en France»: Eric Julien dirige les scieries Eurochêne et Les Avivés de l'Est. Il sait de quoi il parle. Exportateur de sciages



Parmi les mesures de modernisation envisagées, de nombreuses scieries planifient des cellules de séchage.

de chêne et de hêtre en Asie du Sud-Est depuis une vingtaine d'années, il revient tout juste du Vietnam.

Dans ce pays, la loi maintient les travailleurs dans un état de dépendance extrême. Le salaire mensuel d'un ouvrier non quali-

fié atteint à peine 100 euros pour 6 jours de labeur hebdomadaire et aucun congé annuel. «Dans ces conditions, comment s'étonner que tous les grands distributeurs européens de meubles fassent fabriquer en Asie, et que les produits finis arrivent

* Bernard Rérat, journaliste français spécialisé en foresterie, dirige l'Agence de Presse Forêt-Bois à Malbuisson.

«Moderniser les scieries de toutes tailles et de tous genres est un choix politique»

Maurice Chalayer (photo) préside l'Observatoire du métier de la scierie. Il explique la nécessité de moderniser les scieries françaises sans distinction de taille.

Quel est le profil des scieries qui se modernisent en France?

Il y a, bien sûr, les scieries phares dont les projets sont montrés dans la presse. Puis, il y a tous ceux, plus modestes, qui ne font pas parler d'eux. Ils montrent toutefois que le secteur industriel n'est pas seul à se moderniser. Contrairement à une idée reçue, la branche n'est pas à la traîne, elle ne cesse d'investir malgré la crise. Il suffit de visiter les maisons pour se rendre compte qu'un tel a changé sa scie de tête, son poste d'écorçage, sa déligneuse. Un autre aura investi pour changer de site, acquérir des cellules de séchage ou une chaîne de rabotage ou d'aboutage.

Dans quelles directions faut-il investir pour moderniser les scieries?

Il ressort, de la plus petite à la plus grosse scierie, que les efforts portent toujours et encore sur la précision, la régularité et la qualité de surface des sciages. Les investissements visent à renforcer la fiabilité grâce à des matériels plus robustes et performants avec lecture de forme, optimisation, système de positionnement et déplacements ultrarapides. Citons aussi l'agrandissement des parcs à grumes et leur mécanisation incluant les systèmes de GPAO les plus sophistiqués afin de gagner encore des points matière, l'installation ou le renouvellement des lignes de canter et de ruban avec des systèmes de profilométrie toujours plus pointus.

En aval du sciage, la modernisation concerne l'allongement des lignes de triage et de classeurs-trieurs avec classement mécanique et prenant en compte le marquage CE sur les bois de structure.



Mentionnons aussi l'installation de batteries de séchoirs, les lignes de rabotage-profilage, d'aboutage et de contrecollage, sans oublier les centrales de cogénération et de fabrication de pellets pour valoriser au mieux les produits connexes, écorces, plaquettes et sciure.

Quels types de scierie faut-il aider?

C'est avant tout un choix politique. Faut-il booster le secteur industriel – 20% des entreprises mais près de 80% des volumes sciés – pour le rendre encore plus performant et productif? Tire-t-on un trait sur les unités semi-industrielles et artisanales – 80% des entreprises mais qui ne travaillent que 20% des volumes? La France a, semble-t-il, tranché, décidant de miser sur la diversité. Une scierie en activité maintient des emplois directs et indirects sur un secteur donné, favorisant le développement de chaque territoire. Un scieur artisan investissant dans une raboteuse ou une délignieuse doit être aidé au même titre qu'un industriel qui s'équipe d'une ligne de fabrication de bois massif reconstitué.

L'implantation de groupes étrangers de sciage pose la question des aides octroyées à l'installation. Nombre de producteurs en place trouvent anormal de subventionner des entreprises qui vont les concurrencer et les mettre en péril. Voici quelques années, l'Allemand Pollmeier a voulu s'installer dans les Vosges. Sous la pression des scieurs de feuillus du Grand Est, il s'est vu refuser les aides du Conseil régional de Lorraine, sous prétexte que son projet et ses 150 emplois compromettaient l'avenir d'une vingtaine de scieries, occupant au total 250 personnes!

Propos recueillis par Bernard Rérat

sur nos marchés à des prix inférieurs de 30% aux nôtres?», ajoute ce scieur.

Freiner la désindustrialisation

Les conséquences sont connues en Europe, spécialement en France, où le coût des lois sociales pèse de toute son poids sur l'économie. Ces conséquences se résument en un mot: désindustrialisation.

L'hémorragie ne date pas d'hier, mais rien ne semble y faire. «La filière bois française perd une scierie tous les trois jours, soit une centaine par an. Selon l'enquête annuelle 2010 de la branche, moins de 8,5 millions de m³ de sciages sortent par an des 1740 scieries de l'Hexagone», constate Maurice Chalayer président de l'Observatoire du métier de la scierie (voir interview ci-contre). Il rappelle que 7000 scieries existaient encore au début des années 1970. Leur production totale était supérieure à celle d'aujourd'hui.

Comment endiguer le phénomène? «Pour rester compétitives et perdurer sur un marché très convoités, les scieries n'ont pas d'autres alternatives que

de moderniser leur processus», soutient Maurice Chalayer. Moderniser: le mot est lâché. Trop souvent galvaudé, il demande des explications.

Objectif: miser plus sur la deuxième transformation

Etienne Renaud, président du syndicat des scieurs de résineux de Franche-Comté, rappelle les quatre fondamentaux déterminant la rentabilité d'une scierie:

- le prix d'achat des bois
- le prix de vente des produits sciés et des produits connexes
- le coût de revient du sciage
- le rendement matière

La modernisation des scieries concerne surtout les deux derniers points, les opportunités d'ajustement apparaissant faibles sur le prix des bois, voire impossible sur celui des sciages. «Tous les scieurs ont en ligne de mire le triptyque: optimisation, productivité, rentabilité», note Maurice Chalayer.

À la Fédération nationale du bois (FNB), l'association faïtière des scieries françaises, Nicolas Douzain abonde: «L'idée générale est d'améliorer la productivité des scieries et d'aller vers des produits

de deuxième transformation à plus forte valeur ajoutée.»

Le directeur de la FNB parle de séchage, rabotage, usinages divers, bois collés, aboutés... Selon lui, les postes clés à moderniser sont les parcs à grumes, les decks d'approvisionnement, le tri et le classement des bois et des sciages, l'empilage et l'emballage automatique des produits finis; la mise aux normes des entreprises, en lien avec la législation, ne doit pas être oubliée.

110 millions d'euros de projets

Pour moderniser, il faut investir, le financement restant plus que jamais le nerf de la guerre économique. C'est dans ce but que l'Etat français a mis en place le Fonds de modernisation des scieries. Pour l'animer, un partenariat a été lancé entre le Ministère de l'Agriculture et OSEO, la future branche de financement de la Banque publique d'investissement (BPI). Si elles sont éligibles, les entreprises désirant investir peuvent bénéficier d'un prêt participatif de développement.

«L'intérêt de ce dispositif est qu'il permet d'obtenir des financements sous



Pour certaines scieries franc-comtoises, l'amélioration des lignes de production est une priorité.

forme de prêts sans obligation de garanties sur les actifs de l'entreprise.» Nicolas Douzain ajoute que cet argent vient en complément de prêts classiques accordés par les banques; cela facilite le bouclage des dossiers en attente de financement complémentaire.

200 000 euros maximum

Les scieries et les entreprises de travaux forestiers peuvent prétendre à ces prêts pour accompagner leur développement ou leur extension d'activités. La plupart des projets peuvent être aidés, de l'approvisionnement des scieries jusqu'aux programmes de deuxième transformation. Toutefois, ne sont pas directement concernés les investissements touchant le bois-énergie, la cogénération et la granulation; là, c'est le fonds chaleur qui apporte ses aides spécifiques. Les restructurations financières, la création et la transmission d'entreprises sont aussi exclues.

Le montant des prêts – 200 000 euros au maximum – est plafonné au total des fonds propres de l'emprunteur. La durée de remboursement s'établit à 5 ans sans différé d'amortissement en capital (7 ans avec différé). En 2012, le taux d'intérêt des prêts était légèrement inférieur à 4%; OSEO indique que ce fonds est conforme à la réglementation européenne.

Le fonds de modernisation des scieries fonctionne depuis un an. «Début avril 2013, quelque 73 entreprises en ont profité, à hauteur totale de 10 millions d'euros.» Chez OSEO, Vanessa Godet ajoute que l'enveloppe totale disponible va être portée à 16,5 millions d'euros dans le courant de l'année. L'effet d'entraînement n'est pas négligeable: au total, cela

Que rapporte une scierie en France?

Exemple à partir de l'ensemble des scieries de résineux en Franche-Comté

La première transformation des résineux en Franche-Comté

Nombre de scieries	65
Chiffre d'affaires	140 millions d'euros
Production de sciages	600 000 m ³
Emplois directs	901
Emplois indirects	1000
Equivalent consommation de grumes	170 000 ha d'accroissement biologique 215 000 ha de forêts récoltées

Indicateurs de rentabilité économique

1000 m ³ de grumes génèrent un chiffre d'affaires moyen de	140 000 euros
pour un volume de sciages de	610 m ³
dont	85% sciages 8 à 10% de produits connexes 4 à 5% de services
dégageant une marge brute de	63 700 euros
et une valeur ajoutée de	29 200 euros
se répartissant en	76,32% de salaires 11,25% d'allocations familiales 6,41% à l'Etat 6,02% banquiers 0% de rémunération du capital

Source: Raymond Bertin pour le syndicat Résineux de Franche-Comté, 2012

représentera environ 110 millions d'euros de concours bancaires et de fonds propres engagés par les scieries.

Un fonds «cache-misère»?

Le fonds de modernisation des scieries semble répondre aux objectifs visés. Ne cacherait-il pas la misère des aides publiques en forte régression en France? «Le désengagement de l'Etat est une réalité. Il a supprimé le programme Adibois début 2013. Celui-ci délivrait des subventions aux scieries.» A la FNB, Nicolas Douzain déplore que les leviers d'aides aux scieries hexagonales tombent les uns après les autres.

Par ailleurs, certains professionnels considèrent que, pour les scieurs, les priorités du moment sont ailleurs que dans le moyen terme. Il y a péril en la demeure, car la situation des entreprises du bois s'est singulièrement aggravée depuis le début l'année, la construction affichant de nouveaux chiffres négatifs

(- 22% de logements neufs construits au premier trimestre).

«Pour les scieurs, l'urgence absolue actuellement, c'est le financement de leur trésorerie sur le court terme, car ils ont de gros besoins en fonds propres du fait des difficultés de paiement des factures.» Dirigeant de la scierie JuraSciages, Raymond Bertin a réalisé une étude sur la rentabilité des scieries de résineux en Franche-Comté (voir encadré «Combien rapporte une scierie en France?»). Conclusion: «Le bilan des scieries est catastrophique.» En 30 ans de métier, ce professionnel dit n'avoir jamais connu une telle situation. Le fonds de modernisation des scieries françaises arriverait-il trop tard? La question est posée.